



Département de la
Seine-Maritime

Arrondissement du
HAVRE

D.2018.11/172

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 05 novembre 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	26
Nombre de Pouvoirs	6
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **13 novembre 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **05 novembre à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 26 octobre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Alexandre **MORA** (à partir de 18h38), Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir de 18h43), Gérard **DELAHAYS**, Hélène **SAMPIC**, Sophie **CAPELLE**, Juliette **LOZACH** (à partir de 18h45), Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR** (à partir de 18h35), Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Frédéric **PATROIS** donne pouvoir à Daniel FIDELIN(jusqu'à son arrivée 18h43)
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie LAMBERT
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette LOZACH
Franck **DORAY** donne pouvoir à Laurent GILLE
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Fabienne **MALANDAIN** donne pouvoir à Gilles BELLIERE

Absente

Karine **LOUISET**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL
Séance du Lundi 05 novembre 2018

2018.11/172

Envoyé en préfecture le 12/11/2018
Reçu en préfecture le 12/11/2018
Affiché le 
ID : 076-217604479-20181105-M_DE181105__172-DE

FINANCES – REFINANCEMENT D'UN EMPRUNT DU CREDIT AGRICOLE

Mr Laurent GILLE, Adjoint au Maire. – La Ville a une opportunité de refinancer un prêt avec le crédit agricole permettant d'alléger le coût total du prêt sur la durée restant à courir.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-29, L 2122-21 al 6° et L.2122-22 al 3° ;

VU la proposition commerciale en date du 1^{er} octobre 2018 ;

CONSIDERANT

- Que l'objet du nouveau prêt est le refinancement du capital restant dû de la convention de crédit ci-dessous ainsi que l'Indemnité de Remboursement Anticipé dont la Ville aurait dû s'acquitter au titre du Remboursement Anticipé Définitif de cette convention de crédit.
- Que le crédit est indexé à taux fixe
- Que l'indemnité de réemploi annulant le taux fixe au 02/01/2019, date d'effet du réaménagement, sera déterminé selon les conditions de marché prévalant au moment de l'envoi de la lettre d'instruction.
- La situation au 02/01/2019 à la date du réaménagement, à savoir :

Référence du prêt	Date de signature du contrat	Capital restant dû 02/01/2019	Dernière échéance	Taux payé	Montant de l'indemnité de réemploi (au 15/10/2018)
CO7909	10/12/2013	1 661 233,33 €	01/10/2029	Taux fixe 3,52 %	163 678 €

- Que l'opération proposée consiste :
 - o A rembourser par anticipation le capital restant dû du crédit détenu au Crédit Agricole pour un montant de 1 661 233,33 euros et de le refinancer par la mise en place d'un nouveau prêt,
 - o A s'acquitter du montant des indemnités d'annulation des taux fixes (ou IRA : Indemnités de Remboursement Anticipé) pour un montant de 163 678 euros. Il est à noter que ce montant a été calculé sur les conditions de marché du 15/10/2018. Ce montant demeure indicatif. Le montant définitif sera arrêté dans les avis de remboursement anticipé définitifs. L'emprunteur comprend que le prêteur et le domiciliataire ne pourront donc mettre en place l'opération dans ces conditions que si les niveaux de marché le permettent.
 - o A refinancer l'IRA, soit un montant de 170 000 euros maximum, dans le nouveau prêt d'un montant de 1 831 233,33 euros (sur les montants d'IRA calculés en date du 15/10/2018).

- A souscrire auprès du Crédit Agricole un contrat de prêt à taux sont les suivantes :

- Prêteur : Caisse Régionale de Crédit Agricole Normandie Seine
- Domiciliataire : Crédit Agricole CIB
- Montant maximum : 1 831 233,33 euros dont 1 661 233,33 euros au titre du capital restant dû du crédit du Crédit Agricole en date du 02/01/2019, et 170 000 euros au titre de l'IRA refinancée pour annuler le taux fixe au 02/01/2019
- Date de mise à disposition des fonds : 02/01/2019
- Date de remboursement final : 01/10/2029
- Amortissement du concours : trimestriel linéaire
- Périodicité de paiement des intérêts : trimestrielle
- Taux d'intérêts : taux fixe en base exact/360
- Remboursements anticipés définitifs : possibles moyennant éventuellement le paiement d'une indemnité selon conditions de marché et d'une indemnité forfaitaire correspondant à 2 mois d'intérêts sur le capital remboursé avec un minimum de 2 % du capital remboursé par anticipation
- Commission de mise en place : 0,06 % du montant de l'enveloppe soit 1 098,74 € maximum

- Qu'il est à noter que le montant exact du nouvel emprunt ne sera connu que le jour de l'annulation du crédit mentionné ci-dessus et sera définitivement arrêté lors de l'envoi et la signature de la lettre d'instruction.
- Qu'il sera procédé par compensation des flux entre le montant du nouvel emprunt et le capital restant dû du prêt remboursé ainsi qu'avec le montant de l'IRA réputé versé.
- Que le niveau du taux fixe sera déterminé selon les conditions de marché prévalant au moment de l'envoi de la lettre d'instruction et ne pourra en aucun cas être supérieur à 1,30 % l'an (exact/360).
- Que la bonne conclusion de cette opération implique des modifications budgétaires devant être valablement délibérées. Ces délibérations devront être visées par le contrôle de la légalité et remises à la banque pour la bonne tenue de ses dossiers.
- Que la capitalisation des indemnités de remboursement anticipées des financements en particulier suppose des inscriptions comptables et budgétaires spécifiques.
- Que les conditions financières définitives et l'engagement de la collectivité à signer la convention de prêt avec le prêteur, seront arrêtées par écrit dans la lettre d'instruction avant la signature de ladite convention, auquel cas la révocation de l'engagement susvisé conduira au versement d'une indemnité au profit du domiciliataire Crédit Agricole CIB.

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé des finances, des espaces publics et des cimetières ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- d'accepter le refinancement du prêt CO7909 du Crédit Agricole
- d'autoriser le Maire à signer avec le Crédit Agricole un contrat de prêt à taux fixe dans les conditions sus-exposées et tout autre document nécessaire à la conclusion et à l'exécution de ladite convention

Impact budgétaire

Budget principal

Les écritures seront prévues au budget primitif 2019

ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.

Pour : 31

Abstention : 1 (Aurélien LECACHEUR)

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire

